

OÙ EN SOMMES- NOUS ?

et autres textes



Miguel Amorós

Titres originaux

¿Donde Estamos? Algunas consideraciones sobre el tema de la técnica y las maneras de combatir su dominio,

Taller de Investigaciones Subversivas UHP [iUníos Hermanxs Psiquiatrizadxs en guerre contra la mercancía!], 2003.

Las Armas de la critica,

Muturreko burutazioak, printemps 2004.

Golpes y contragolpes, la acción subversiva en la más hostil de las condiciones,

Peptas de calabaza ed. & Oxígeno dis. , 2005.

Historia de diez años. Esbozo para un cuadro histórico de los progresos de la alienación social [1968-1981],

Editorial Klinamen, juin 2005.



Mai 2008

Postbus 30
9000 Gent 1
Belgique

typemachine@no-log.org

EN GUISE D'INTRODUCTION

LES ARTICLES ET COMPTES RENDUS DE CAUSERIES qui composent ce Recueil ont été écrits par Miguel Amorós comme autant d'apports aux débats en cours en Espagne.

Nous avons décidé de les traduire pour l'éclairage qu'ils portent sur l'histoire contemporaine espagnole, pour la réflexion menée autour de la technologie et des rapports sociaux et le lien fait entre les luttes contre les nuisances et l'histoire de la lutte des classes. Nous avons aussi apprécié la critique portée sur les différentes formes que peut prendre l'aliénation moderne y compris la fausse contestation (réformisme, luttes parcellaires, pièges des conflits régulateurs du capitalisme, etc.).

En revanche, nous avons fait le choix d'écarter d'autres textes parce qu'ils contenaient un certain nombre de points avec lesquels nous étions en désaccord. Les discussions qu'a suscitées l'élaboration de cette brochure nous ont incité à rédiger la présente introduction pour y poser quelques pistes de réflexions.

Il nous semble tout d'abord nécessaire de lever quelques ambiguïtés quand à la nature et la fonction de l'Etat. Chez Amorós, comme chez bien d'autres, il n'est en effet guère traité pour ce qu'il est fondamentalement. Loin de se résumer à ce qu'il convient d'appeler l'appareil d'Etat, l'Etat moderne englobe l'ensemble des rapports sociaux, réduisant tout individu à son rôle de membre d'une communauté organique qui le transcende. L'Etat se pose à la fois comme l'incarnation et le garant de l'intérêt général, voire universel, face à une supposée somme d'intérêts particuliers qui "par nature" seraient antagoniques. Dès lors, adoptant une fausse position d'arbitre, non seulement il sert les intérêts de la classe dominante, protège et justifie les rapports sociaux existants, mais il pénètre aussi toutes les consciences. Les "citoyens" se voient

sommés ou contraints de “se rendre utiles” et de se dépouiller de leurs attributs et désirs “égoïstes”. Les relations sont médiées par la collectivité, les rapports directs étant considérés comme potentiellement dangereux. Cette intégration de la pensée, de l'idéologie de l'Etat – dont une des manifestations est la participation citoyenne – va ainsi bien au delà du simple nombre de fonctionnaires! Il paraît donc bien hasardeux d'évoquer la “disparition” de l'Etat, comme cela arrive fréquemment aujourd'hui. En outre, si certaines formes (Etat-Nation ou Etat-Providence par exemple) tendent effectivement à s'effacer derrière d'autres, comme des instances supranationales – bien que ce processus ne se déroule pas de manière univoque et linéaire – nous n'y voyons pas une perte d'Etat mais des transferts de pouvoir, le renforcement de certaines de ses fonctions, de certains de ses aspects selon les conditions et les nécessités. Au même titre nous refusons de nous perdre en conjectures sur la disparition de l'Etat social au profit de l'Etat pénal, non par dénégation des évolutions, mais parce que reprendre à notre compte cette fausse opposition revient selon nous à séparer ce qui va de pair et à ignorer le pouvoir et le rôle de coercition intrinsèques à l'Etat.

Enfin, le prétendu effacement de l'Etat est souvent avancé pour parler d'un développement autonome du Capitalisme. Or, si ce dernier s'étend effectivement désormais à l'ensemble de la planète et des rapports qu'il tend à uniformiser, il n'est cependant toujours pas détaché de l'Etat (y compris dans ses structures traditionnelles) sur lequel il continue de s'appuyer.

Il est un autre point que nous souhaiterions approfondir à propos de certains textes d'Amorós, et surtout plus largement en regard de nombreuses analyses dites anti-industrielles, c'est celui du rôle et de la place de la technologie.

Amorós, en décrivant à juste titre le système technocratique comme l'imbrication étroite des intérêts convergents économiques, politiques et technologiques, place ce dernier aspect comme un élément

en plus dans une continuité. Et il est indéniable que l'émergence et les avancées technologiques ont amplement participé à la réification du monde comme au bouleversement des rapports sociaux et au double mouvement d'atomisation et de massification.

Nous avons pourtant trouvé qu'il n'échappe pas totalement à une tendance qui fait de la technologie le point central de sa critique, lui conférant un poids démesuré et parfois même une autonomie. Cela revient précisément à la détacher des rapports sociaux qui continuent de la produire en même temps qu'elle les produit. Et cette séparation conduit souvent à donner une vision monolithique des processus en cours.

Or, la technologie n'est pas l'unique moteur de ce monde. Le capitalisme ne se réduit pas à des flux financiers virtuels. Nous ne vivons pas le seul règne des gestionnaires et des experts qui, malgré la prégnance de leur parole, dans la droite ligne de l'idéologie du progrès, restent des relais d'intérêts qui bien souvent les dépassent. Les nouvelles technologies – outre les profits qu'elles représentent – sont aujourd'hui un instrument de domestication supplémentaire dont se dotent les possédants et l'Etat. Ces moyens sophistiqués viennent s'ajouter aux autres formes de contrôle social, policières et militaires, citoyennes et communautaires qui, quoique parfois contradictoires, ont toujours été complémentaires. Il nous semble qu'une opposition qui se cantonne à la diabolisation de la technologie se condamne à rester sur des bases parcellaires qui ne remettent guère en cause l'ordre existant. La dépossession de plus en plus manifeste de tous les aspects de notre vie par le capitalisme technologisé vient s'ajouter aux formes d'exploitation et d'aliénation antérieures (esclavage, rapports salariés préindustriels, religion, esprit grégaire, etc.) qui perdurent. L'oublier risquerait de nous faire tomber dans l'exaltation nostalgique de valeurs anciennes et de communautés perdues et nous nous retrouverions bien désarmés face au présent.

Enfin, souligner l'ampleur du désastre engendré par le rouleau destructeur du capitalisme ne saurait conduire à sombrer dans l'idéologie de la peur promue par les pouvoirs en place, ni dans le fatalisme qui paralyse. En effet ces deux réactions reviennent soit à masquer les causes réelles de la situation, soit à nier les possibilités de révolte pour se placer dans une perspective de survie, et à renvoyer de fait la transformation révolutionnaire de ce monde à un hypothétique « après-catastrophe ». Une fois encore, c'est la passivité face à l'ordre existant qui en sort renforcée. C'est pourquoi ce fut pour nous une réelle déconvenue de lire en conclusion du bilan que tire Amorós de l'Encyclopédie des Nuisances (dont il fit partie)¹ des objectifs de retrait tels que la sécession du monde de la marchandise, comme si c'était possible, ou le maintien de la théorie en attendant des temps meilleurs. Nous pensons au contraire que, face à ces effroyables avancées, si l'inquiétude est justifiée, c'est la colère qui est de mise et que son expression en actes reste possible et nécessaire.

Il y a un dernier point sur lequel nous aimerions nous attarder : la notion de démocratie. Si Amorós en critique les avatars institutionnels – démocratie bourgeoise, parlementarisme, syndicalisme –, il la réhabilite sous la forme de démocratie directe sans remettre en cause les principes sur lesquels elle se fonde : la représentation des individus et la souveraineté collective. Or, comme pour l'État, il nous semble essentiel d'attaquer la fiction démocratique pour ce qu'elle prétend être : l'incarnation d'un intérêt général supérieur auquel les individus sont supposés s'identifier et sommés de se soumettre. Au nom de la « volonté de tous » elle prétend régler les conflits à coups de majorités, de droits et de devoirs ; au nom de la liberté pour tous, c'est la liberté de chacun qui se voit amputée ; au nom de la souveraineté collective, c'est le principe d'autorité sur chacun des membres qui est érigé. Mettre en

évidence ce paradoxe nous conduit à porter la critique également sur les formes de démocratie directe, comme l'assemblée, particulièrement exaltées en des temps où l'horizontalité de la forme prend le pas sur le contenu. Il ne s'agit pas pour nous de dénier tout intérêt aux assemblées qui peuvent évidemment être des espaces de discussion et de coordination, mais de poser leurs limites dès lors qu'elles deviennent une instance décisionnelle et à valeur d'autorité et d'imaginer d'autres possibles de libre association qui dépassent la fausse dichotomie entre intérêt individuel et collectif. Or nous nous sommes heurtés dans différents textes d'Amorós à une idéalisation de l'assemblée présentée comme la forme d'auto-organisation par excellence, alors même qu'elle peut aussi se transformer en frein à toute initiative individuelle. Ainsi, dans le texte sur l'autonomie ouvrière des années 70², l'auteur présente ce qui échappait au « contrôle des assemblées » comme généralement nuisible à l'autonomie de la lutte. L'expérience a pourtant prouvé depuis belle lurette que les pires ennemis de l'autonomie peuvent à leur tour arguer de la « souveraineté » de l'assemblée pour isoler les actes des « minorités » les plus décidées et les soumettre à l'apathie des secteurs les plus modérés. Et s'il réhabilite aujourd'hui partiellement l'action individuelle ou en petits groupes, pratiques qu'il traite en d'autres temps d'aventuristes, c'est pour dégager des perspectives de luttes dans un contexte qu'il décrit comme catastrophique, en partant de l'impossibilité d'une action collective ou de classe.

Forcés de constater la décomposition des communautés de classe, nous voyons néanmoins que l'exploitation perdue voire s'intensifie, que malgré l'obtention – par la coercition et l'intégration – d'un certain consensus social les contradictions demeurent et se manifestent dans la guerre sociale en cours. Les prolétaires révoltés existent encore bel et bien. Toutefois, pour notre part, nous ne raisonnons pas en

¹ Postface à l'édition espagnole de l'« Histoire des dix ans » p. 65

² Que fut l'autonomie ouvrière ? p. 72

terme de « sujets historiques » et nous n'admettons la soumission des individus ni aux masses aliénées d'aujourd'hui ni à la classe consciente d'hier. En effet, si les antagonismes sont de classe, la révolte est elle individuelle et c'est à travers les complicités qui se tissent qu'elle devient collective.

Si le fonctionnement de l'Etat et du Capitalisme s'est complexifié au point que bien souvent il nous dépasse littéralement, il ne s'agit pas pour autant de monstres désincarnés, lointains et inaccessibles. L'imbrication même des différentes formes d'exploitation et de domination, plus que nous pousser à l'impuissance ou à la résignation, pose avant tout la nécessité de relier dans la critique les différents aspects du système, pour mieux l'attaquer dans son ensemble et dans ses fondements, dans la perspective qui nous intéresse : celle de la liberté et de la révolution sociale.

Mai 2008

THÈSES SUR MAI 1937

1.- Les Journées de Mai 37 furent un soulèvement spontané du prolétariat catalan contre une attaque des forces réactionnaires qui prétendaient lui arracher ses conquêtes. Ce fut un mouvement défensif ; les combattants ouvriers ne pensaient pas redresser la marche des événements ; ils croyaient simplement se défendre d'une tentative de coup de force à leur encontre. De manière générale, ces journées constituèrent le point critique de la lutte entre le prolétariat, alarmé par le recul du processus révolutionnaire, et les forces qui voulaient rétablir l'ordre démocratico-bourgeois antérieur.

2.- La propagande entreprise par la petite bourgeoisie et le réformisme socialiste, faisant passer la guerre avant la révolution, dissimulait la réalisation d'un plan visant à supprimer les conquêtes révolutionnaires et à renforcer l'État bourgeois. La direction du plan revenait au Parti Communiste d'Espagne (PSUC en Catalogne) dont l'influence s'était étendue grâce à l'armement soviétique ; cela démontrait que ce parti n'était pas une simple tendance réformiste dans le mouvement ouvrier mais l'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise. Après Mai, les travailleurs perdirent la révolution et au cours des mois suivants, ceux qui les avaient mis en déroute les utilisèrent pour perdre la guerre.

3.- Il n'y a jamais eu d'autre issue pour le prolétariat que de « s'emparer de tout¹ », c'est-à-dire, de prendre le pouvoir, d'assumer la direction de l'économie et de la guerre. Il est faux que ses organisations principales, la CNT et la FAI, ne se soient pas posé la question

¹ *Ir a por el todo.*

par scrupules doctrinaires. Sur ce point, l'idéologie sert à masquer *a posteriori* une prise de position très claire: les dirigeants libertaires refusèrent d'assumer seuls la responsabilité de la guerre parce qu'ils ne s'y considéraient ni psychologiquement ni matériellement prêts. Ils ne voyaient pas l'heure du communisme libertaire arrivée et par conséquent ne proclamèrent pas la Révolution. Les libertaires s'étaient lassés de poser pendant cinq ans l'alternative « fascisme ou Révolution sociale ». Après les échecs insurrectionnels et l'expérience d'octobre en Asturies, ils commençaient à envisager l'unité avec d'autres forces – ouvrières ou non – pour parvenir à leurs fins. En février 1936, ils avaient renoncé à prêcher l'abstention syndicale sans vraiment croire que le Front Populaire arrêterait le fascisme. Leur soutien à la bourgeoisie et au réformisme avait été tactique (il fallait se réorganiser et libérer les prisonniers), mais c'était un pas vers la collaboration de classe qui, après la réunification avec les anciens « trentistes² », marqua les débuts d'une stratégie. Quand les militaires se soulevèrent, les dirigeants du mouvement libertaire maintinrent la même position – celle de l'« antifascisme » – mais les structures politiques et sociales du régime républicain s'écroulèrent : en l'espace de quelques jours, l'Armée se désagrégea, la police s'évapora, l'État s'effondra, les patrons fuirent, les bourgeois se cachèrent... Sans avoir besoin de rien chercher, du jour au lendemain les ouvriers furent maîtres de tout. Les dirigeants alors ne s'opposèrent pas aux mesures révolutionnaires que le prolétariat prenait spontanément, mais ils ne les favorisèrent pas non plus. Ils ne modifièrent pas substantiellement leur politique, dont la constitution du comité de Milices Antifascistes en Catalogne, et de comités similaires dans le reste de la zone loyale, fut le fruit.

² Ceux-ci avaient fait scission de la CNT en adoptant la ligne modérée du manifeste des Trente de 1931. (NdT)

4.- Les militaires s'étaient soulevés en défense de l'ordre bourgeois menacé par les avancées du prolétariat. L'erreur commise par les dirigeants libertaires consistait à fermer les yeux sur le fait que la passivité des politiciens du Front Populaire face au coup militaire, ou leur refus criminel d'armer le peuple, signifiait qu'ils optaient pour la réaction. Le coup de force échoua parce que les ouvriers descendirent dans la rue et non pas parce que la République l'eût condamné. Tout le problème consistait à savoir qui avait gagné. Si c'était les ouvriers, la direction du pays leur appartenait et seules les organisations ouvrières pouvaient se mettre à la tête de celui-ci. Et en Catalogne il n'y avait pas d'autre organisation ouvrière que la CNT. À ce moment, on invoqua le manque de préparation du prolétariat et la peur d'une intervention étrangère.

5.- Durant les journées postérieures au 19 Juillet, la révolution fut faite à moitié. Il y avait un pouvoir réel, celui des nouvelles institutions créées par les ouvriers et les paysans, et un autre nominal, le vieil appareil étatique, sans force ni présence. Que personne ne tentât de l'abolir était un symptôme du fait que le prolétariat se débattait entre avancer vers la révolution ou consolider l'alliance de classes et recomposer avec sa participation les institutions de domination bourgeoises : l'État et l'Armée. Ses représentants choisirent la seconde option et cela mit fin à la situation de double pouvoir qui avait jusqu'alors existé. En septembre, les troupes franquistes arrivèrent aux portes de Madrid et le prolétariat européen ne se mobilisa pas contre la politique de Non Intervention. La révolution restait isolée internationalement et les dirigeants libertaires voulurent dissimuler son existence aux différentes puissances en partageant avec la bourgeoisie et le réformisme les charges gouvernementales. Leurs arguments étaient de nature pratique et révélaient le déplacement du discours anarchiste vers l'opportunisme : empêcher une possible intervention étrangère, obtenir l'appui des démocraties, se procurer des armes, défendre et légitimer le pouvoir acquis, freiner la

progression des troupes franquistes... Ce type de raisonnement était typique d'une bureaucratie de gardes-chiourme qui naissait de la révolution et reposait sur le pacte interclassiste (« antifasciste »), se séparant de la classe qu'elle représentait. Idéologiquement cela se traduisait par une espèce de « national-anarchisme » — où la guerre civile était présentée comme une guerre contre l'invasion étrangère, une guerre d'indépendance (contre l'Allemagne, l'Italie et les maures) —, qui niait la lutte des classes, allant jusqu'à affirmer catégoriquement que la petite bourgeoisie n'avait pas d'intérêts différents de ceux du prolétariat.

6.- La guerre civile espagnole cessa bientôt d'être une affaire locale pour devenir l'objet de la politique internationale des puissances. Par le pacte de Non-Intervention, l'Angleterre et la France indiquaient qu'elles ne prenaient parti pour aucune des deux formes de pouvoir politique de la bourgeoisie, la démocratie ou la dictature, puisque la décision finale dépendait de l'arrêt du processus révolutionnaire en Espagne. Ceci menait à un « abrazo de Vergara » (un armistice entre les partis belligérants) et à l'écrasement simultané de la CNT et du POUM, tâche à laquelle aussi bien les troupes franquistes que les fusils et les conseillers soviétiques pouvaient servir. La politique des trois puissances citées consistait réellement à maintenir un équilibre entre les deux camps de façon à ce qu'aucun ne gagne d'avantage décisif sur l'autre et que par conséquent, incapable de vaincre complètement, il se voit obligé à pactiser. Pour cela il était nécessaire d'armer la République, mais cet objectif ne pouvait être mené à bien à moins que l'un des signataires du pacte — l'Union soviétique — ne le respecte pas. Cependant, il fallait éviter que l'armement soviétique n'aboutisse dans les unités confédérales avant d'avoir éteint les dernières braises révolutionnaires. L'instrument approprié pour cette mission fut l'Armée Populaire. Le prolétariat devait accepter le chantage de la défaite impossible face au fascisme, céder à une bureaucratie militaire et se

soumettre à une discipline de caserne. La guerre se séparait de la révolution. Une fois éliminée la révolution, la guerre devait conduire à une conciliation avec Franco, reflet de l'alliance internationale entre l'impérialisme anglo-français et la contre-révolution stalinienne. Les provocations qui donnèrent lieu aux Journées de Mai furent réalisées avec ce double objectif d'un armistice et d'une défaite ouvrière. Les grandes batailles d'usure postérieures à Mai, comme Belchite, Teruel ou Ebro, et le développement parallèle de la répression dans l'arrière-garde, poursuivirent le même but : avoir des cartes pour négocier et de la chair à canon. Si la réaction stalino-bourgeoise que représentait le gouvernement Negrín ne parvint pas à ses fins, ce ne fut pas faute d'aptitude et de disposition à détruire la révolution.

7.- La guerre de fronts fut un piège où le prolétariat se retrouva pris entre deux feux : le fascisme, qu'il ne pouvait combattre efficacement à cause du manque d'armes, et l'arrière-garde, progressivement embourgeoisée et éloignée du front. Grâce à l'action du PCE-PSUC, devenu dépositaire des intérêts auxquels la révolution avait porté préjudice, les effets de la contre-révolution furent rapides à l'arrière. La révolution fut sabotée et soumise à des campagnes de discrédit ; il y eut des problèmes de ravitaillement et le coût de la vie augmenta à cause de la spéculation et de l'accaparement tolérés. La petite bourgeoisie reprit du poil de la bête et une nouvelle classe bureaucratique avec des salaires extrêmement élevés surgit, véritable bénéficiaire de la situation. Les Journées de Mai furent précédées d'un décret de dissolution des Patrouilles de Contrôle, d'une campagne contre l'armement dans l'arrière-garde et d'une tentative de contrôle de la frontière par des gardes de la Generalitat. Le prolétariat, mal armé aux fronts, disposait à peine d'armes à l'arrière. Par contre, les forces de l'ordre (police, gardes d'assaut, garde nationale, carabiniers) étaient dotées du meilleur armement disponible. Le but recherché était clair : priver d'un coup les ouvriers

du pouvoir qui leur restait en les désarmant totalement. De leur côté, ces derniers savaient que s'ils se laissaient désarmer, ils se retrouveraient à la merci de l'ennemi.

8.- Ayant perdu toute illusion collaborationniste, durant les Journées de Mai le prolétariat se retrouva inévitablement à la croisée des chemins : ou il se soumettait à la contre-révolution, ou il imposait son propre pouvoir dans tous les domaines, la direction de la guerre, l'économie, l'administration, la justice, l'ordre public... Pour cela, il aurait dû se débarrasser de la bureaucratie dirigeante qui le trahissait depuis Juillet, mais il n'était pas conscient de cette nécessité ; d'ailleurs, bien qu'il réclame un changement d'orientation politique, il reculait horrifié devant la perspective d'une scission. C'est pourquoi, face à la contradiction de devoir faire confiance à des dirigeants qui se montraient à tout moment vénaux et incapables, ses meilleurs éléments se repliaient sur le Syndicat ou allaient faire feu au front dans l'espoir de revenir à la charge. C'est pour cela qu'une opposition comme celle qu'exercèrent Les Amis de Durruti ou les Jeunesses Libertaires de Catalogne ne prit pas, mais ne disparut pas non plus.

9.- Bien que les ouvriers gagnèrent la bataille dans la rue, ils la perdirent en se retirant sans garanties. Ce fut la première fois dans l'histoire des mouvements sociaux que les vainqueurs se rendirent aux vaincus. Le fait est que les dirigeants de la CNT ne voulaient pas gagner parce que sinon, ils auraient dû assumer le pouvoir seuls (ou avec l'aide minuscule du POUM). Or, ils jouissaient déjà du pouvoir puisqu'ils en géraient une partie. La CNT ne concevait pas l'exercice du pouvoir sans la bourgeoisie libérale et la petite bourgeoisie, les agents de sa politique extérieure. La CNT excluait toute action sur le prolétariat d'autres pays et se limitait à rechercher l'appui du capitalisme et du stalinisme. Pour les représentants de la CNT, Mai posait le même choix

que Juillet et la réponse à donner était la même. Ils disaient que la révolution dans un seul pays était impossible, qu'une direction ouvrière en Catalogne et en Aragon ne se maintiendrait pas longtemps, parce qu'elle serait isolée et sans ravitaillement, et que Franco gagnerait la guerre en l'espace de quelques jours. Que l'unique manière de conserver au moins une partie de ce qui avait été gagné et d'obtenir armes et soutien diplomatique était de participer sincèrement à toutes les instances de l'État. Des arguments pour cacher une décision prise à l'avance. La thèse contraire est plus valide : en agissant comme ils le firent, les conquêtes révolutionnaires du prolétariat furent perdues, du sang coula inutilement et Franco gagna la guerre. Les questions que se posaient les travailleurs étaient autres : Cela valait-il la peine de se laisser tuer pour la République stalino-bourgeoise ? Y avait-il un sens à avoir faim et à souffrir au bénéfice exclusif d'une nouvelle bourgeoisie parasitaire née autour de l'appareil républicain ? Était-il important de gagner la guerre une fois la révolution perdue ?

10.- Les dirigeants de la CNT-FAI pensaient la crise en termes de politique bourgeoise. Ils croyaient que leurs ennemis en Catalogne – la petite bourgeoisie et le PSUC dirigés par « le fascisme international » – les poussaient à prendre le pouvoir à Barcelone pour les dresser contre le Gouvernement de Valence auquel ils participaient et à succomber ainsi dans une lutte inégale ; ils interprétaient les Journées de Mai comme le fruit d'une conspiration pour les expulser de la Generalitat et du Gouvernement, éliminant ainsi le caractère « social » de l'État. Pour contrecarrer ses effets, ils appuyèrent et exaltèrent impudiquement Largo Caballero³, insistant sur une sincère collaboration de classes, dans l'idée qu'en se faisant les champions de l'« antifascisme » ils obligeraient les classes hostiles au prolétariat, et par là même leurs représentants politiques, à jouer franc jeu. Il n'était plus question de se séparer d'elles. C'est pourquoi, loin d'exiger des mesures énergiques

et de démasquer les responsables de la conspiration, ils se limitaient à demander la démission du conseiller d'ordre publique et du chef de la police. Ils étaient si convaincus d'être maîtres de la situation en restant unis à Largo Caballero, qu'ils pensaient que les ouvriers avaient joué le jeu du « fascisme » en descendant dans la rue. Et si les Comités dirigeants ne réagirent pas immédiatement contre la militance qui dressa les barricades – sauf dans le cas des Amis de Durruti – ce fut parce que l'opinion confédérale leur était très défavorable. On leur avait donné le sobriquet de « pompiers » et on demandait constamment leur démission.

11.- L'effet le plus immédiat des Journées de Mai fut la chute du gouvernement de Largo Caballero, cédant la place à un autre plus décidé à réprimer le prolétariat révolutionnaire et à obtenir l'armistice. Sa paralysie face à la répression de Negrín et son insistance à participer au Gouvernement de ce dernier démontrèrent que la CNT-FAI, au sein de laquelle les éléments défaitistes ne manquaient pas, s'était mise à l'ouvrage pour ne pas s'isoler des classes émergentes et du stalinisme, leur représentant le plus accrédité. Cela signifiait la concession réelle de la direction de la guerre sur le front d'Aragon et de la direction économique de Catalogne, des transports, des industries de guerre, etc. ; en somme le sacrifice du secteur radical du prolétariat, des ouvriers du POUM et des combattants non staliniens d'autres pays. Après Mai, le Conseil d'Aragon fut dissout par la Division de Lister, beaucoup de collectivités et de locaux ouvriers furent pris d'assaut, les cadavres de militants peuplèrent les fossés et les prisons se remplirent de travailleurs révolutionnaires.

³ Caballero prit la tête du PSOE en 1925. Il fut de 1908 à 1938 vice-président puis secrétaire général de l'UGT. Le 4 septembre 1936, il est désigné comme chef du gouvernement et ministre de la guerre. (NdT)

12.- Après Mai, le processus de bureaucratisation de la CNT-FAI attint le seuil à partir duquel il n'y eut plus à proprement parler une seule CNT ou une seule FAI, mais deux. La suppression de la démocratie interne dans la confédération (suppression des congrès remplacés par des séances plénières, permanence indéfinie au poste de secrétaire du CN, création de la CAP ou du Comité Exécutif du ML en Catalogne) sépara une CNT officielle de la CNT réelle. La transformation de la FAI en parti sans même la mise en scène d'un congrès démontra que la régression idéologique avançait en même temps que la contre-révolution, alors que la résistance des groupes d'affinité à se dissoudre mettait en évidence l'existence de deux FAI. À partir de septembre 1937, au cours de séances plénières successives, le programme du Congrès de Saragosse fut enterré. L'« idéal » devait être réalisé par étapes, sans « dictature anarchiste », c'est-à-dire, avec la collaboration des autres classes au sein de l'État. La première serait une République fédérale démocratique. Le « circonstancialisme » s'était changé en étatisme pur et dur. Pour le nouvel anarchisme d'État, l'anarchisme n'était plus une pratique quotidienne mais la « philosophie » abstraite d'un parti politique. Les anarchistes étaient entrés dans l'État pour y rester. Par conséquent, ce qu'on pouvait appeler en Juillet une erreur politique ou une incapacité manifeste, ne pouvait être qualifié après Mai que de trahison délibérée. L'année 1937 touchant à sa fin, la majorité des anarchistes avaient cessé de l'être. Ils avaient été corrompus par l'exercice du pouvoir et par leur immersion dans la politique.

